

CONSEIL MUNICIPAL

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Le quatorze octobre deux mille vingt-deux, à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Ville de Meaux s'est réuni dans les salons d'honneur de l'Hôtel de Ville, sur une convocation en date du sept octobre deux mille vingt-deux, en exécution de l'article L2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

ETAIENT PRESENTS : M. COPÉ, Maire

Mme VIELPEAU, M. ALLARD, Mme BLAY, M. BRAS, Mme MAHOUKOU, M. MOURADOUDI, Mme PONOT ROGER, M. TISSERAND, Mme DE KESLING, M. DELL'OSTE, et Mme BUFTE, Adjoints au Maire,

M. PARIGI, M. LOCICIRO, Mme DIOP, M. RODRIGUES, Mme VAISSIERE, Mme GILEWSKI, M. MARIE-LUCE, Mme GONCALVES, M. LELOUP, Mme LEFEVRE, M. REZEG, Mme OZTURK, M GUERRAUD, Mme GOSSELIN, Mme LACROIX, Mme BENHAMED-FAHLA, Mme GUIBEGA, M. BOURGEOIS, Mme EBOUMBOU, M. MALKIC, , M. GOURDY, M. HEMERY, Mme HUBLET, Mme TORNIN, Mme GALAOU, M. MOUKHINE-FORTIER, Mme ROUSSEAU, Mme IMA, M. SAVERET,

M. ATTALI, M. SISSOKO, M. PASTOR ont donné respectivement pouvoir à Mme GILEWSKI, M. ALLARD, Mme BLAY.

Absent excusé : M. ABASSI.

Arrivée / départ en cours de séance : Départ de Mme IMA (avant la délibération n°29), sortie de Mme ROUSSEAU (avant la délibération 2) – retour de Mme ROUSSEAU (avant la délibération n°11), sortie de M. COPÉ (avant la délibération 10) – retour de M. COPÉ (avant la délibération n°12), sortie de Mme DE KESLING (avant la délibération 20) – retour de Mme DE KESLING (avant la délibération n°24)

Mme VIELPEAU est désignée comme secrétaire de séance.

Date de Notification	Date d’Affichage	N° de délibération	Direction de l’Urbanisme et de l’Habitat
	21/10/2022	22102629	

Objet : Prescription de la révision générale du Plan Local d’Urbanisme de la Ville de Meaux, définition des objectifs poursuivis et des modalités de concertation

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.151-1 et suivants, L 153-1 et suivants,

VU le Code de l'Environnement,

VU le Schéma Directeur de la Région Ile de France approuvé le 27 décembre 2013,

VU le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Meaux approuvé le 8 avril 2004, révisé le 21 juin 2012, modifié le 8 octobre 2015 et le 29 septembre 2017,

CONSIDERANT les enjeux urbains, économiques, sociaux, patrimoniaux, et environnementaux auxquels la Ville de Meaux se trouve aujourd'hui confrontée,

CONSIDERANT l'intérêt de la commune à se doter d'un Plan Local d'Urbanisme actualisé en mesure d'apporter des réponses à ces enjeux,

CONSIDERANT la volonté municipale de refondre le parti d'aménagement général du territoire meldois et de redéfinir une stratégie et une vision du territoire à travers des priorités d'aménagement de manière à concilier les enjeux notamment de consommation d'espaces, de construction de logements, de mobilité, de développement des activités, de qualité du cadre de vie,

CONSIDERANT la nécessité d'intégrer les évolutions législatives réglementaires intervenues depuis l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme,

CONSIDERANT que, dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs fixés par l'article L101-2 du Code de l'Urbanisme,

CONSIDERANT qu'une concertation devra associer, pendant toute la durée de la révision générale du projet, les habitants, les associations et les autres personnes concernées, conformément aux articles L103-2 à L103-6 du Code de l'Urbanisme,

OUI M. BRAS, Rapporteur en Conseil Municipal,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, à l'unanimité

DECIDE

1. De prescrire la révision générale du Plan Local d'Urbanisme qui couvrira l'intégralité du territoire de la Ville de Meaux.

2. De fixer les objectifs poursuivis comme suit :

Objectifs généraux :

- Faire de la Ville de Meaux un territoire attractif, accessible et solidaire,
- Préserver et améliorer un cadre et une qualité de vie, en articulant au mieux les espaces urbanisés et naturels en veillant à leurs équilibres respectifs,
- Renforcer et valoriser l'identité communale,

- Promouvoir le renouvellement urbain et assurer la revitalisation du centre-ville,
- Préserver le cadre de vie des habitants,
- Réviser le Projet d'Aménagement et de Développement Durable,
- Intégrer les nouvelles dispositions législatives et réglementaires et assurer la compatibilité avec les documents supra-communaux,

En matière économique :

- Conforter la centralité de Meaux et renforcer son attractivité à l'échelle du bassin de vie,
- Maintenir et développer les conditions favorables au développement des activités économiques,
- Renforcer les liens et la complémentarité avec les territoires voisins dont Roissy, notamment dans le cadre du Groupement d'Intérêt Public « Roissy Meaux Aéroport »,
- Poursuivre le développement des conditions d'accueil pour les activités innovantes notamment en matière de production d'énergie renouvelable,
- Offrir les conditions favorables au développement de l'activité touristique.

En matière d'habitat :

- Préserver la diversité des formes d'habitat et la mixité sociale,
- Anticiper les besoins en construction et en réhabilitation afin de satisfaire équitablement la demande présente et future en logements,
- Encadrer la qualité architecturale des nouvelles constructions, notamment des matériaux, et prévenir des formes urbaines anarchiques,
- Maintenir une dynamique de constructions durables et moins énergivores,
- Poursuivre les objectifs de la rénovation urbaine – Nouveau Programme de Rénovation Urbaine,
- Poursuivre la réhabilitation du parc privé ancien, notamment dans le cadre du Centre Ancien avec le dispositif Action Cœur de Ville,
- Lutter contre l'habitat indigne,
- Encadrer la taille des logements pour conserver les propriétaires en résidence principale.

En matière de renouvellement urbain et de consommation d'espace :

- Maîtriser l'étalement urbain et préserver les espaces agricoles et naturels dans le cadre d'une gestion économe des sols,
- Pourvoir à la protection, à la conservation et à la restauration du patrimoine bâti et culturel,
- Préserver la qualité urbaine, architecturale et paysagère, en lien avec le Site Patrimonial Remarquable,
- Encourager le renouvellement / recyclage foncier et la densification urbaine, et en prenant en compte les objectifs de la ZAN – Zéro Nette Artificialisation.

En matière de mobilités :

- Renforcer la mobilité et les échanges avec l'extérieur de la Ville de Meaux,
- Continuer d'améliorer les conditions d'accessibilité à l'emploi, aux commerces et aux services,
- Faciliter le recours aux modes de déplacements alternatifs à l'usage de la voiture.

En matière d'environnement et de préservation des sites, milieux et paysages naturels

:

- Préserver et valoriser la trame verte et bleue,
- Valoriser les entrées de ville,
- Poursuivre un aménagement urbain qui préserve et valorise la biodiversité, les écosystèmes, les ressources naturelles et les paysages,
- Sanctuariser les espaces naturels et agricoles,
- Poursuivre la végétalisation / renaturation dans les zones urbanisées et renforcer la place des arbres dans l'espace public et privé,
- Continuer de lutter contre les îlots de chaleur urbain,
- Concourir à la prévention des pollutions, des risques naturels et technologiques,
- Concilier développement du territoire et préservation de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol.

En matière énergétique :

- Poursuivre la démarche de sobriété énergétique,
- Intégrer des objectifs de maîtrise de consommation énergétique et de diminution des gaz à effet de serre,
- Promouvoir les modes de productions d'énergie renouvelable,
- Encourager la gestion raisonnée des ressources naturelles.

En matière d'équipements structurants, de services et d'aménagement numérique :

- Assurer un équilibre, sur l'ensemble du territoire, des services et des équipements structurants, des activités de loisirs, sportives et culturelles,
- Définir les conditions concourant au renforcement de l'offre territoriale du numérique et des réseaux de communication.

3. D'approuver les modalités de concertation avec le public suivantes :

La concertation sera mise en œuvre conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme (articles L103-2 à L103-6) et prendra la forme suivante :

- Mise à disposition d'un dossier sur l'avancement du projet, consultable à la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat de la Ville de Meaux et sur le site internet de la Ville de Meaux, pendant toute la durée de l'élaboration du projet ;
- Mise à disposition d'un registre d'observations tout au long de la procédure, à la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat de la Ville de Meaux ;
- Création d'une adresse mail spécifique « concertation.plu@meaux.fr » pour recevoir les observations,
- Diffusion d'informations via tous supports de communication adaptés (articles dans la presse locale, site internet municipal, bulletins municipaux, expositions, ...) ;
- Organisation d'au moins deux réunions publiques.

La concertation sera conduite par la Ville de Meaux. Le bilan de la concertation sera présenté au Conseil Municipal qui en délibérera et arrêtera le projet de PLU.

- 4. De solliciter la demande de subvention relative à la Dotation Générale de Décentralisation (DGD) pour l'établissement des documents d'urbanisme ainsi que toutes les aides possibles pour la révision générale du PLU.**
- 5. De prévoir l'inscription des crédits destinés au financement des dépenses afférentes à la révision générale du PLU au budget de l'exercice considéré.**
- 6. De préciser qu'à compter du débat sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), l'autorité compétente peut décider de surseoir à statuer, dans les conditions et délai prévus à l'article L.424-1, sur les demandes d'autorisation concernant des constructions, installations ou opérations qui seraient de nature à compromettre ou à rendre plus onéreuse l'exécution du futur plan.**

Conformément aux dispositions de l'article L153-11 du Code de l'Urbanisme, la délibération est transmise au Préfet de Seine et Marne et notifiée aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L 132-7 et L 132-9 du Code de l'Urbanisme, ainsi qu'aux personnes publiques et organismes mentionnées aux articles L153-12 et L153-13 du code de l'urbanisme consultés à leur demande.

En application des dispositions de l'article R.153-21 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet des mesures de publicité suivantes :

- Un affichage pendant un mois en mairie ;
- Une insertion en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département de la mention de cet affichage ;
- Une publication au recueil des actes administratifs.

Le Maire,



Jean-François COPÉ

La Secrétaire de séance,

Emmanuelle VIELPEAU